

UNE ENTREPRISE SPECIALISEE EST OPERATIONNELLE DEPUIS HIER

“ALLO, TAXI !”



Photo : W. Triaa.

● **PRESIDENCE DU FLN**

Bouteflika dit oui

PAGE 3

● **SAIDA**

QUATRE TERRORISTES ABATTUS

Les éléments de la 8^e brigade blindée de l'Armée nationale populaire ont abattu avant-hier quatre dangereux terroristes et récupéré deux PMAK, 1 FSA et 1 PMPK, dans la localité de Djebel-El-Hdid, située à la limite des deux wilayas de Saïda et de Sidi-Bel-Abbès, avons-nous appris de source autorisée.

Par ailleurs, les éléments des services de sécurité ont désamorcé samedi dernier une bombe artisanale dissimulée sous les rails, à la sortie nord de la wilaya de Saïda, avons-nous appris de sources concordantes.

A noter que quatre individus auraient rejoint, la semaine dernière, les maquis terroristes dans la commune de Hassasna, selon une source digne de foi, portant le nombre des nouvelles recrues au sein des groupes armés à six individus.

Abdelkader Ouedjedi

Menace de grève à la douane

PAGE 4



Photo : D.R.

TRIBUNAL D'ALGER

Le mandat de dépôt contre le P-DG de la CNAN confirmé

La chambre d'accusation du tribunal d'Alger a rejeté l'appel au mandat de dépôt introduit par les avocats du président directeur général de la CNAN, du directeur de l'armement, du directeur technique, du super intendant et du commandant du navire *Le Batna*.

La chambre d'accusation a donc confirmé le mandat de dépôt décidé par le juge d'instruction près le tribunal d'Alger très tôt le 26 janvier dernier. Pour rappel, une information judiciaire a été ouverte suite au naufrage du *Béchar* et l'échouage du *Batna*, au port d'Alger dans la nuit du 13 au 14

novembre dernier. L'enquête qui a duré près de deux mois a été confiée à la Gendarmerie nationale. Incarcérés depuis le 26 du mois dernier à la prison de Serkadji, Ali Koudil, P-DG de la CNAN, et quatre de ses cadres sont accusés, entre autres, de "non-assistance à personne en danger".

Convaincue de l'innocence de ses clients, la défense, qui précise avoir fait appel, dans les temps, au mandat de dépôt, va introduire une demande de mise en liberté provisoire. Pour maître Benbrahim Fatma-Zohra, membre du collectif d'avocats, la décision des magistrats est en inadéquation avec l'article 123 du code des procédures pénales. "La détention provisoire est une exception, la règle est de garder les personnes en liberté pour que la vérité soit. Ce n'est pas aux accusés d'apporter la preuve de leur innocence, mais au parquet d'apporter la preuve de leur culpabilité. En ce qui nous concerne, nous sommes convaincus de l'innocence de nos clients sur la base de documents que nous

avons. Nous n'arrêterons pas de crier leur innocence...", soutient l'avocate qui rappelle que le ministre de la Justice garde des Sceaux a, une fois encore, exhumé l'article 123 relatifs à la liberté provisoire. "Ce n'est pas aux avocats qu'il doit le rappeler..." ironise maître Benbrahim qui revient sur le droit du citoyen et la présomption d'innocence et soutient que le rapport de la commission d'enquête du ministère des Transports est "favorable" à ses clients parce qu'il "situe les responsabilités ailleurs". Elle refuse d'en dire plus mais considère que dans le cas de ce "sinistre, la CNAN n'a ni les moyens, ni les compétences, ni les prérogatives pour porter secours". Une mission qui revient à d'autres structures. Elle se demande également pourquoi le parquet n'a pas attendu les résultats de l'enquête administrative comme cela a été le cas pour le crash de l'avion d'Air Algérie à Tamanrasset, les inondations de Bab-El-Oued ou encore le séisme de Boumerdès.

Saïda Azzouz